

# Transport/Assemblée générale des agents de la Sogatra hier/Après six mois de salaires impayés

## Les agents expriment leur désarroi



Les responsables syndicaux...



...face aux agents de la Sogatra hier à leur base du camp de police.

Rudy HOMBENET ANVINGUI  
Libreville/Gabon

**LES** agents de la Société gabonaise de transport (Sogatra) ont tenu, hier matin, une assemblée générale à leur base de Libreville, sise au camp de police. A la convocation des responsables du Syndicat des conducteurs et techniciens (Sycotec) et du Syndicat national des transports terrestres (SYNATRAT). Trois points étaient à l'ordre du jour : les six mois de salaires impayés, le paiement des primes des tech-

niciens, la suspension de l'assurance maladie Ascoma et les conclusions des travaux de la commission ad-hoc de restructuration de cette société publique de transport. Les employés de la Sogatra qui disent être sans salaires depuis mars dernier, ont tenu à manifester leur mécontentement à l'approche de la rentrée scolaire. "Comment allons nous préparer la rentrée si nos poches sont vides ? Pourquoi le ministre est-il silencieux face à nos préoccupations ? Où allons nous vivre si nous sommes incapables de payer nos loyers ?" Ce sont là

quelques questions qui ont fusé au cours de ce rassemblement. Les syndicats ont une fois de plus fustigé les comportements déviants de certains de leurs collègues membres d'autres syndicats, versés dans la délation et l'injure envers leurs autorités hiérarchiques. Ils ont par contre condamné l'attitude de la direction générale de la Sogatra qui ne ferait aucun effort pour que les agents soient dans leurs droits. D'après le secrétaire général du Sycotec, Cyrille Gaston Ndoudi Ledoumou, "cette direction générale, depuis janvier 2018, tolère des agissements qui partici-

pent au déclin de la société. Nous constatons que les salaires de partenaires sociaux que nous sommes ont été coupés sans aucune raison". Aussi pour trouver une solution définitive à cette situation qui perdure, le responsable syndical en a-t-il appelé à l'arbitrage personnel du chef de l'État. "Chaque ministre qui vient à la tête de la Sogatra met en place une commission chargée de suivre les travaux en rapport avec le projet de restructuration de la Sogatra. Les résultats ne nous sont jamais communiqués. Le 04 septembre marquant la fin de ces travaux approche à pas de géant et

nous sommes toujours dans une attente angoissante car nous voulons être fixés sur notre sort", s'inquiète un conducteur ayant requis l'anonymat. Les observateurs s'interrogent néanmoins sur cette sortie du Sycotec. Une sortie en contradiction avec la posture affichée en avril dernier au cours de laquelle les responsables de ce syndicat saluaient les efforts consentis par les autorités ministérielles actuelles et leurs nouveaux chefs hiérarchiques dans la résolution des problèmes de la Sogatra.

## Conférence de presse de Dynamique Unitaire, hier

### " Nous allons marcher tôt ou tard "

H.N.M  
Libreville/Gabon

**CE** n'est que partie remise! C'est en substance ce qui ressort de la conférence de presse conjointe animée, hier, au siège de Dynamique Unitaire (DU) sis à Awendjé dans le 4<sup>e</sup> arrondissement de Libreville, par la centrale syndicale DU, le Samtac (Transport et aviation civile), le Synafopra (Fonction publique) et le Syprocom (Communication). Cette sortie médiatique avait pour objectif "d'édifier l'opinion nationale et internationale sur les arrestations des leaders syndicaux des confédérations syndicales sus-citées le 28 août dernier au Rond-point de la Démocratie". En effet, "pendant cette marche qui n'a pas pu se dérouler, un dispositif impressionnant des forces de l'ordre et de sécurité a été déployé avec pour but d'enlever tous ceux qui voulaient manifester", a indiqué le leader de la centrale syndicale, Jean-Rémy Yama. Ces formations syndicales qui affirment



Les leaders syndicaux dont Jean-Rémy Yama (au fond) durant l'échange avec la presse.

" avoir annoncé par voie d'huissier de justice, les autorités compétentes de la marche de protestation pacifique, ont été surpris de la décision du ministre de l'Intérieur et des gouverneurs

de province, d'interdire la manifestation à Libreville et dans le reste du pays". Pour Jean-Rémy Yama, cette réponse de la part desdites autorités est contraire aux dispositions prévues par la

loi en son article 1/ 2017 du 3 août 2017 relative aux réunions et manifestations publiques en République gabonaise où " les réunions et manifestations publiques sont libres "

Aussi ces derniers ont-ils promis poursuivre le combat afin d'obtenir gain de cause, et ont signalé qu'ils marcheront tôt ou tard. Justifiant l'importance de cette marche, les leaders des différents syndicats appellent "à une plus forte mobilisations de la part des agents publics de l'Etat lors de leurs rassemblement", qui selon eux, "ne doivent pas baisser les bras car, ce combat est pour tous". Au terme de cet échange avec les journalistes, les meneurs des différents syndicats, ont appelé à "la démission du Ministre de l'Intérieur qui est à son énième forfait des violations des droits de l'Homme" et à la "réparation conformément au paragraphe 103 des lignes directrices sur la liberté d'association et de réunion en Afrique qui dispose, : en cas de violation du droit de réunion pacifique, que les organisateurs et participants ont droits à réparation". Rappelons que lors de la marche non autorisée du mardi dernier, les leaders syndicaux arrêtés ont tous été libérés le même jour.

## Ici et ailleurs

### •Ebola en RDC La rentrée scolaire maintenue

La rentrée scolaire a été maintenue pour lundi prochain dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) touchée par une épidémie de fièvre hémorragique Ebola qui a fait 75 morts, sans aucun nouveau décès depuis deux jours, a indiqué hier le ministère de la Santé. Un "comité d'experts" "a conclu qu'il était préférable de maintenir la rentrée des classes au 3 septembre", affirme le ministère de la Santé en réponse aux inquiétudes de la société civile qui demandait un report dans les zones touchées de la province du Nord-Kivu. "Des lave-mains à l'eau chlorée seront disposés aux entrées des 250 écoles recensées dans les zones affectées" détaille le ministère.

### •Musique Des fans défilent devant la dépouille d'Aretha Franklin



Des milliers de personnes défilaient mardi à Detroit, dans le Michigan, devant le cercueil doré où reposait la dépouille de la légendaire chanteuse américaine Aretha Franklin, au début de quatre jours de cérémonies célébrant sa vie. "Je me suis effondrée quand je l'ai vue. Elle était magnifique", raconte à l'AFP Monique Valentine, une habitante de Detroit. "C'était simplement une expérience incroyable. J'étais heureuse d'être là". La "Reine de la Soul" est morte à 76 ans le 16 août à Detroit des suites d'un cancer du pancréas, après une carrière de six décennies qui a fait d'elle l'une des artistes les plus respectées des États-Unis.

### •Santé Alerte aux maladies sexuellement transmissibles

L'année 2017 a marqué un record pour les infections sexuellement transmissibles (IST) aux Etats-Unis, selon les autorités de santé américaines qui s'alarmaient mardi de leur recrudescence, notamment chez les hommes. Avec 2,3 millions d'infections à gonocoque et chlamydia et de cas de syphilis, l'année 2017 marque la quatrième année consécutive de hausse des IST, selon les Centres de contrôle et de prévention des maladies (CDC).